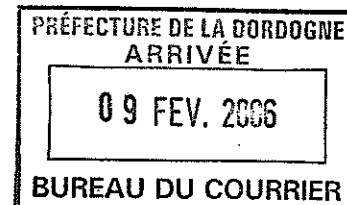


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MANZAC S/VERN**

DEPARTEMENT : DORDOGNE

Séance du : 7 FEVRIER 2006

Nombre de membres en exercice : 15
Nombre de membres présents : 12
Nombre de suffrages exprimés : 12
Pour : 12 Contre :
Date de convocation : 04/02/06



L'an deux mil SIX et le SEPT FEVRIER à vingt heures trente
le Conseil Municipal de cette commune, convoqué en cession extraordinaire, s'est réuni au
nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de
M. GIRARD Michel Maire.

Présents : MM. MMES GIRARD Michel, LAHET Gérard, COLINET Annie, CORNUT
Solange, GINER Solange, MOURCEAU Guy, LIMOGES Bernard, CHANTEGREILH
Claudette, GRANGE Sylvain, CALMELS Corinne, MOREUX Jacques, VILLANUEVA Thierry.
Excusés : Monsieur DALLET Jean-François.

Absents : Mrs, ROSSIGNOL Gérard, LINO Jean-Pierre.

Mr LAHET Gérard a été nommé secrétaire de séance.

OBJET : APPROBATION ZONAGE CARTE COMMUNALE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite à la dernière rencontre avec
les services associés, et suivant les modifications sur les zones de la carte communale,
demandées et apportées par ces derniers,

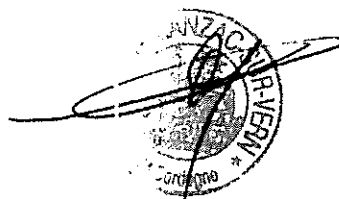
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE ces différentes zones

APPROUVE cette carte ainsi modifiée.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE MAIRE,

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture le
Et publication ou notification
en date du



PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES - MISSION
INSTITUTIONS / URBANISME /
MARCHES PUBLICS
DDE - SHU
Cité administrative
24016 - Périgueux cedex
Tél. : 05 53 02 66.72
Télécopie : 05 53 03.66.

Arrêté n°.....060311
approuvant la carte communale applicable
sur la commune de Manzac

Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 124. 1, L 124.2, R 124.4 à R 124.8

VU la demande en date du 25 juin 2002 de la commune de Manzac d'élaborer une carte communale sur la totalité du territoire de la commune,

VU la désignation en date du 02 février 2005 de Monsieur Jacques Rouvidant, commissaire enquêteur, par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du maire de Manzac en date du 3 juin 2005 soumettant le projet de la carte communale à enquête publique du 24 juin 2005 jusqu'au 25 juillet 2005,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU les délibérations du Conseil Municipal en date du 13 septembre 2005 et du 7 février 2006 approuvant l'élaboration de la carte communale,

VU la consultation des services concernés qui ont émis des avis favorables,

Arrête

Article 1^{er} : L'élaboration de la carte communale de la commune de Manzac annexée au présent dossier est approuvée.

Article 2 : Conformément aux articles R 124.1 à R 124.3 du Code de l'urbanisme le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un document graphique (2 plans de zonage)

Article 3 : Le dossier de l'élaboration de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de Manzac
- à la subdivision de l'Équipement de St Astier

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : En application de l'article L 421-2-1 du Code de l'Urbanisme, l'État reste compétent pour délivrer les autorisations du sol.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil municipal approuvant la carte communale seront affichés en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : M. le Secrétaire Général, M. le maire de Manzac, le directeur départemental de l'Équipement, MM. les chefs des services intéressés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

13 FEV. 2000

Philippe Court

Philippe COURT